

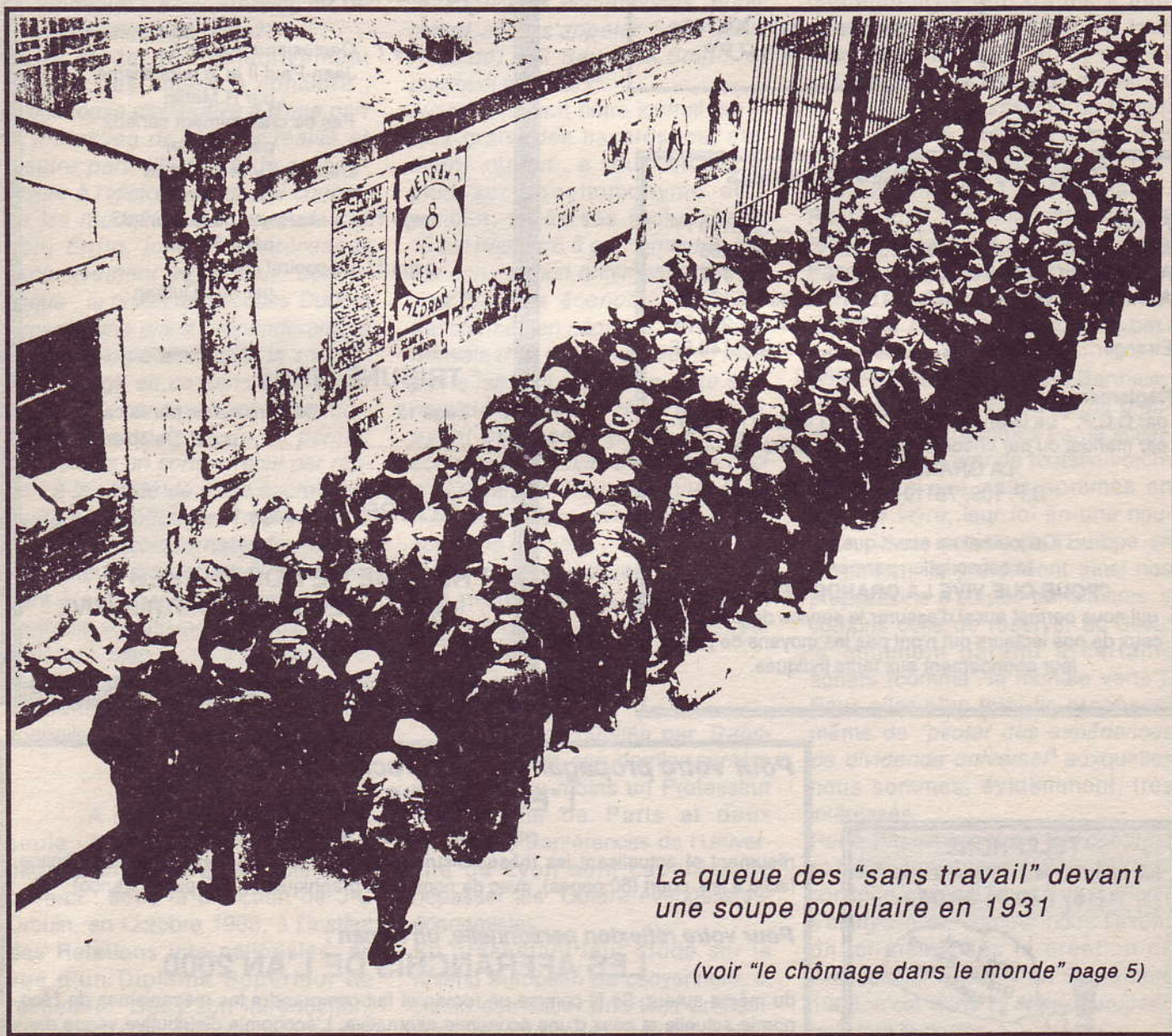
LA

GRANDE

RELEVÉ

**DES HOMMES
PAR LA SCIENCE**

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

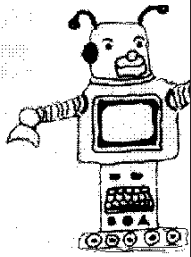


*La queue des "sans travail" devant
une soupe populaire en 1931*

(voir "le chômage dans le monde" page 5)

M 1669 - 903 - 11,00 F





Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

* EDITORIAL

page 3 Espoir
par M-L Duboin

* ACTUALITES

page 4 Lu, vu, entendu
des chiffres
page 5 Le chômage
par J-P Mon
page 13 Le porte-monnaie électronique
par H. Muller

* REFLEXIONS

page 7 Centesimus Annus
Jean-Paul II et le capitalisme
par R. Marlin
Pas de changement sérieux
par H. Muller
L'espoir d'une évolution
par L. Garnier
page 10 La récession ou la reprise?
par J-P Mon
page 11 Le contrat civique (2)
par M-L Duboin

* TRIBUNE LIBRE

page 12 Démonstration par le calcul
par P. Deleplace

* COURRIER page 14

* RESUME DE NOS THESES

page 16 **L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE**

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....110 FF
Abonnement d'essai (6mois)65 FF
Abonnement de soutien..... 155 FF
Abonnement de propagande : ... 5 n° mensuels .175 FF
.....10 n° mensuels. 220 FF
Etranger.....140 FF
(Par avion nous consulter)

Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal ne survit que grâce à
la souscription permanente

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"

qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à
ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer
leur abonnement aux tarifs indiqués.

TELEPHONE

les mardi et jeudi, l'après-midi
(16) 1 30 71 58 04



MINITEL :

3614
code :

CHEZ *REIN

Pour votre propagande, une brochure à faire lire : L'ECONOMIE LIBEREE

par Marie-Louise DUBOIN

résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail simple, efficace,
facile à lire, court (60 pages), avec de nombreux graphiques. (22 F pièce, franco)

Pour votre réflexion personnelle, un roman :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie
actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans
ses détails. (Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

Et deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :

KOU, L'AHURI et LES YEUX OUVERTS

publiés pour la première fois le premier dès 1934, le second en 1955, mais tous deux,
remarquablement, toujours d'actualité ! (65 F franco, chacun des deux volumes).

Tous ces ouvrages peuvent être commandés au journal.

ESPOIR

Avec le beau temps, il faut être optimiste. Alors voici deux bonnes nouvelles pour remonter le moral de tous ceux qui pensent que "ça n'avance pas!". La première vient de l'Université de Grenoble où un Professeur a donné l'œuvre de Jacques Duboin comme sujet de Mémoire sur "l'Histoire de la pensée économique". La seconde est la publication par la revue "Transversales, Science-Culture" d'une étude sur un revenu européen de citoyenneté.

Annouk Jordan, Alexandre Borrowsky et Philippe Berger, étudiants en Maîtrise à Grenoble, ont introduit leur étude par cette réflexion : "Les pensées de Jacques Duboin ont été radicalement balayées de l'histoire économique... A-t-il été victime de son esprit avant-gardiste?"

Cette étude, fort objectivement menée, les amène à conclure : "L'économie distributive a d'une part la prétention de devenir réalité et d'autre part, l'humilité de se soumettre à l'Histoire en ce qui concerne les modalités de son instauration. Enfin, loin de s'intéresser exclusivement au facteur "économique", le projet de Jacques Duboin accorde une place prépondérante à la psychologie ainsi qu'à la sociologie. Il s'agit en ce sens d'un projet "complet", car touchant à de multiples aspects de la vie... Il permet de prendre un certain recul par rapport à la réalité de notre sacro-saint système capitaliste, trop souvent considéré incontournable."

Les auteurs de ce travail se défendent d'entreprendre la critique du projet de socialisme distributif. Nous espérons bien qu'ils s'y mettront et nous enverront alors, hors Mémoire académique, leurs réflexions personnelles.

A notre connaissance, une seule étude universitaire sur Jacques Duboin avait été faite avant celle-ci : sous la direction de J-C Drouin, en Octobre 1988, à l'Institut des Relations Internationales, en vue d'un Diplôme Supérieur de recherche. Dans son introduction, son auteur, E. Duboin, s'étonnait que dans les cours d'Economie les auteurs cités soient toujours les mêmes : "Ces doctrinaires, y disait-il dans son introduction, pourraient facilement être comparés aux quatre évangélistes que furent Saint

Marc, Saint Luc, Saint Matthieu et Saint Jean. Ces quatre personnalités dispersées à travers le monde ont prêché la bonne parole et ont écrit chacun à leur manière la vie du Christ, une histoire qu'aucun catholique n'oserait dénoncer. Nos "évangélistes économistes" pourraient ainsi s'appeler Stuart-Mill, Ricardo, J-B Say et A. Smith, et pourquoi pas Marx".

Ayant découvert notre journal par le plus grand des hasards, cet étudiant, intrigué, a voulu en savoir plus sur son homonyme et il conclut, après ses recherches : "C'est peut-être à ce moment-là que ma constatation antérieure vis-à-vis des théories économiques s'est transformée en négation, non que je refusais d'un coup leurs écrits, mais par le fait qu'il existait un autre économiste, peut-être même plusieurs, ayant proposé d'autres choses, bonnes ou mauvaises, et que ceci n'avait jamais été mentionné, si ce n'est dans des ouvrages que personne ne connaît".

On le voit, l'objectivité scientifique des professeurs d'économie est mise en doute, mais cette fois, par un témoin.

L'étude publiée par *Transversales* dans son dernier numéro prouve qu'au moins un Professeur d'Economie de Paris et deux Maîtres de Conférences de l'Université de Lyon sont capables de dépasser les "Quatre évangélistes-économistes".

En présentant leur étude sur le revenu européen de citoyenneté, J. Robin ose situer une telle proposition "dans le cadre d'une économie multi-dimensionnelle, le domaine de l'économie distributive (et non pas re-distributive, précise-t-il)".

Le Professeur René Passet, après un bref historique de projets proposant la garantie d'un revenu mini-

mum, tente de résoudre le problème de son financement dans le système actuel. Nous avons ainsi la réponse d'un économiste reconnu à notre enquête lancée dans ces colonnes en Novembre dernier : pour verser un revenu mensuel de (seulement) 2.000 francs à tout adulte et de 1.000 francs à tout jeune de moins de vingt ans, il aurait fallu 1.164 milliards de francs en 1990. La suppression de toutes les prestations sociales, autres que celle de santé-maladie, aurait rendus disponibles 1.024 milliards. Reste donc 140 milliards, soit 2,1 % du PIB de cette année-là. René Passet pense que prélèvement fiscal et revenus prélevés sur les gains de productivité doivent permettre de les financer.

Gilles Gantelet et Bernard Barthalay ajoutent à l'observation de "la grande relève des hommes par la science" (*) et de la grande mutation technologique que nous sommes en train de vivre, leur foi en une nouvelle Charte sociale de l'Europe en formation. Ils y étendent ainsi nos propositions d'étapes transitoires, y compris celle de réserver au début le minimum garanti à certains achats (comme "la monnaie verte"). Pour aller plus loin, ils proposent même de "piloter des expériences de dividende universel" auxquelles nous sommes, évidemment, très intéressés.

René Passet conclut : "Le débat ne fait que commencer". Pour nous, il continue plutôt. L'important est qu'il s'élargisse et, comme nous l'avons dit ici-même dès la création de l'association B.I.E.N en Septembre 1986, c'est dans le cadre européen qu'il faut le porter.

— — —

(*) Cette citation n'est pas de *Transversales*, mais nos lecteurs la reconnaîtront !

Marie-Louise DUBOIN

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) n'a pas la même idéologie que le FMI ou la Banque Mondiale. Voici en effet des extraits de son dernier **rapport mondial sur le développement humain**, publié cette année:

Si l'on veut s'assurer que la croissance économique débouche sur une amélioration de la qualité de la vie et augmente les choix offerts aux populations en matière de développement, le développement humain doit faire partie intégrante de la planification globale du développement... Avant de chercher à mobiliser l'aide internationale, il faudrait étudier honnêtement les causes de l'échec du dialogue Nord-Sud... La mobilisation de l'aide internationale sur une telle base éviterait que la coopération internationale ne prenne aux pauvres des pays riches pour donner aux riches des pays pauvres.

des chiffres

PAUVRETÉ

Dans le Sud "Plus d'un milliard d'êtres humains vivent dans un total dénuement ; quelque 180 millions d'enfants, soit un sur trois, souffrent de malnutrition grave ; un milliard et demi de personnes n'ont pas accès aux services de santé primaire ; près de trois millions d'enfants meurent chaque année de maladies contre lesquelles il existe des vaccins ; approximativement, un milliard d'adultes ne savent ni lire, ni écrire ; le nombre d'enfants d'âge scolaire qui ne fréquentent pas l'école dépasse largement 100 millions (il serait en fait de 300 millions) ; les disparités entre hommes et femmes restent considérables". En Amérique Latine, le nombre de personnes qualifiées d'extrêmement pauvres est passé de 112 millions en 1980 (35 % des foyers) à 164 millions (38 % des foyers) en 1986."

Dans le Nord "Plus de 100 millions d'habitants des pays industrialisés vivent au-dessous du seuil de pauvreté. En incluant l'URSS et l'Europe de l'Est, ce chiffre atteint au moins 200 millions ; dans dix pays industrialisés, le taux de chômage se situe entre 6 et 10 % ; il dépasse 10 % dans trois autres pays ; les salaires féminins moyens n'atteignent que les deux tiers des salaires masculins ; dans de nombreux pays industrialisés, les structures sociales continuent à se défaire : les anciennes normes et coutumes disparaissent sans que de nouveaux éléments de cohésion viennent prendre leur place. Partout s'aggravent les dettes : dettes financières, dettes sociales, dettes démographiques, dettes écologiques. L'économie ne saurait assurément être distinguée du social et de la politique lorsque l'analyse aboutit à ce constat : Actuellement

77 % de la population mondiale - dans le Sud - gagnent 15 % du revenu mondial".

(Rapport du PNUD)

AIDE INTERNATIONALE

L'aide internationale représente en moyenne 0,3 % du PNB des pays donateurs, mais l'aide au développement humain proprement dite n'en représente que ... 0,026 %. Les Etats-Unis n'affectent que 0,15% de leur PNB à l'aide, dont une forte proportion à l'aide militaire à Israël, à l'Egypte, au Pakistan et à la Turquie. Leur taux de dépenses d'aide humaine n'est ... que de 0,01%.

DÉLINQUENCE

A l'été 1990, les Etats-Unis comptaient 710.000 détenus (80.000 de plus que l'année précédente), parmi lesquels 97.000 en Californie. La ville de New-York (en faillite) a dépensé, en 1989, 765 millions de dollars pour les prisons - contre 146 millions en 1983.

CONFLITS

Le tiers-monde a vécu plus de cent vingt conflits depuis 1945, faisant 20 millions de morts, soit plus que pendant la seconde guerre mondiale.

DÉSARMEMENT

Les industries d'armement d'Europe de l'Ouest ont déjà supprimé 100.000 postes de travail entre 1987 et 1990, 300.000 à 500.000 nouvelles suppressions sont prévues entre 1990 et 1995. En France, elles ont réduit les emplois de 13 % entre 1982 et 1988.

LES CINQ PRINCIPAUX VENDEURS D'ARMES EN 1990

	en milliards de dollars	en pourcentage
Etats-Unis d'Amérique	8,738	40 %
URSS	6,373	29 %
France	1,799	8,2%
Royaume-Uni	1,220	5,6%
Allemagne	0,963	4,4%

(source : SIPRI Yearbook, 1991)

EMPLOIS DANS LES INDUSTRIES D'ARMEMENTS

(emplois directs seulement)

Royaume-Uni	330 000	Suisse	25 000
France	260 000	Pays-Bas	16 000
Allemagne(sansRDA)	250 000	Norvège	10 000
Italie	98 000	Suède	10 000
Espagne	40 000	Portugal	5 000
Belgique	25 000	Grèce	5 000

(sources : Economie et Humanisme, 1er trimestre 1991, Amicale des Ingénieurs de l'Armement, Heracles)

LE CHOMAGE EN FRANCE ET DANS LE MONDE

En France, comme ailleurs, le chômage continue ou recommence à augmenter. On met ça sur le compte de la récession qui a commencé un peu avant la guerre du Golfe, mais qui, selon la plupart des experts, serait maintenant terminée, encore que... (voir plus loin "Récession ou reprise?").

Si l'on regarde les choses d'un peu près, on constate que le chômage n'a pas les mêmes caractéristiques ni les mêmes causes partout, la France se singularisant tout particulièrement.

Quelques chiffres:

Si l'on considère les prévisions pour 1991 et 1992 faites par le F.M.I. en Avril dernier et par l'O.C.D.E. ce mois de Juillet, pour les pays les plus industrialisés (voir encadré ci-dessous), on remarque tout d'abord

Toujours selon l'O.C.D.E. les emplois créés au cours des dernières années l'ont été dans des secteurs du tertiaire qui sont maintenant ceux qui suppriment des emplois.

Cela n'est pas pour nous surprendre: après le primaire et le secondaire, les progrès de la productivité devaient bien se faire sentir un jour dans le tertiaire...

Le cas français :

En examinant le tableau précédent on voit qu'avec des performances économiques du même ordre, ou souvent meilleures, que celles de la plupart des autres pays, la France conservera en 1991 et en 1992 un taux de chômage élevé, presque constant. Comment peut-on l'expliquer ?

Dans son rapport du mois de Juin

experts, dans la plupart des autres pays, il n'existe pas de salaire minimum, et lorsqu'il en existe un, l'écart entre ce dernier et le salaire moyen s'est creusé au fil des ans, alors qu'en France, cet écart s'est fortement resserré au début des années 80 (il serait passé de 57% à la fin des années 70 à 43% "seulement" en 1985...). C'est ce qui aurait entraîné une diminution du niveau des emplois!!!

L'O.C.D.E. enfonce le clou en constatant que "depuis 1973, c'est systématiquement dans les pays où la dispersion des salaires est la plus faible, comme en France, que le chômage a le plus augmenté."

Je crois que l'O.C.D.E. va devoir réviser ce jugement depuis qu'elle vient de découvrir que le chômage va fortement augmenter en Grande Bretagne où l'équivalent du S.M.I.C. n'existe pas. Quoi qu'il en soit, pour

Pays industrialisés	Prévisions du FMI (Avril 1991)								Prévisions de l'OCDE (Juillet 1991)	
	Croissance du PNB/PIB en %		Inflation Hausse des prix de détail		Balance des paiements en milliards de \$		Chômage en % de la population active		Chômage en % de la population active	
	1991	1992	1991	1992	1991	1992	1991	1992	1991	1992
Allemagne	2,8	1,9	3,5	3,2	9,8	24,4	6,2	6,4	5,0	5,1
Canada	-1,1	3,6	5,6	2,0	-10,2	-9,6	10,0	9,8	10,1	10,1
Etats-Unis	0,2	2,7	4,9	4,0	-37,8	-98,5	6,4	5,8	6,7	6,3
France	2,1	2,7	3,2	2,8	-6,8	-5,2	9,2	9,2	9,4	9,7
Italie	1,7	2,5	6,2	5,6	-17,5	-17,7	11,4	11,2	11,3	11,2
Japon	3,6	3,9	4,0	3,2	42	58	2,1	2,1	2,2	2,3
Royaume-Uni	-2,1	1,9	6,0	3,9	-15,6	-19,9	7,5	8,5	8,2	9,6
Ensemble	1,3	2,8	4,8	3,9	-68,5	-107,6	6,8	6,6	7,1	7,1

que les chiffres avancés par l'O.C.D.E. sont plus pessimistes que ceux donnés par le F.M.I. trois mois plus tôt. On voit que, globalement, le pourcentage de chômeurs par rapport à l'ensemble de la population active passe de 6,2% en 1990 à 7,2% en 1991, ce qui correspond à 3,6 millions de chômeurs en plus et que l'année 1992 ne devrait pas être meilleure. C'est la Grande Bretagne qui subira l'accroissement le plus important du nombre de chômeurs (1,1 million en 2 ans).

dernier l'O.C.D.E. félicite la France pour ses bonnes performances économiques mais lui reproche son chômage trop élevé dû, selon ses experts, au niveau trop élevé du S.M.I.C. : "les coûts généraux de la main d'œuvre ne sont pas la cause du chômage (on sait qu'ils sont bien inférieurs à ceux des travailleurs allemands, entre autres), c'est le coût du travail des moins qualifiés qui est supérieur au niveau d'équilibre, ce qui entraîne des pertes d'emploi." Toujours selon ces

l'O.C.D.E. la solution c'est : "augmenter la productivité des travailleurs peu qualifiés en améliorant le système éducatif afin de fournir aux jeunes les qualifications qui sont aujourd'hui demandées sur le marché du travail."

Si nous sommes évidemment tout à fait d'accord pour améliorer les qualifications des travailleurs, il nous paraît tout aussi évident que ce n'est pas en augmentant la productivité qu'on créera plus d'emplois si l'on ne touche pas à la durée du travail.

Ce qui n'est sans doute pas aussi simple que le pensent un certain nombre de nos lecteurs. En effet, pour déterminer la durée du travail, il ne suffit pas de diviser le nombre total d'heures à fournir pour assurer la production nécessaire à l'ensemble de la population (ce qui n'est déjà pas facile à évaluer) par le nombre de personnes susceptibles de travailler, car les emplois et les personnes ne sont pas toujours interchangeables : n'importe qui ne peut pas faire n'importe quoi ! Il n'en reste pas moins qu'une diminution globale de la durée du travail doit être possible (c'est ainsi que les métallurgistes allemands ne travailleront plus que 35 heures par semaine à partir de 1995).

Une analyse socialiste :

Laurent Fabius, président socialiste de l'Assemblée Nationale, fait, lui, une analyse un peu plus censée que celle de l'O.C.D.E. sur la persistance d'un taux de chômage élevé en France. Il déclare dans une interview au Monde (11 Juin 1991) : *"Si, depuis dix ans, les différences de rémunération ont été réduites entre les salariés, si des millions de personnes ont bénéficié d'importantes mesures sociales - retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, revenu minimum d'insertion - les inégalités restent fortes dans notre société, en raison surtout du nombre particulièrement élevé de chômeurs de longue durée. Comment s'explique cette situation singulière ? En simplifiant, parce que la croissance française crée moins d'emplois que celle de nos partenaires et parce que les créations d'emplois réduisent moins le chômage chez nous que chez nos concurrents. Oui, la croissance française crée moins d'emplois . Quand la richesse nationale augmente d'un point, l'emploi s'accroît d'un demi point dans notre pays alors qu'il progresse d'un point et demi au Japon. Pourquoi ? **En raison des forts***

gains de productivité du travail et de la préférence de nos entreprises pour le capital, au motif que le coût du travail serait trop élevé. Bref, en France la machine chasse l'homme plus qu'ailleurs."

On va bientôt croire que Laurent Fabius lit la Grande Relève tous les mois !

Continuant son analyse, il écrit : *"La création française d'emplois réduit également moins le chômage . Amorcées en 1985, ces créations ont représenté 800.000 emplois sur les trois dernières années, le chômage reculant de 350.000 personnes seulement pendant la même période. Cet écart s'explique d'abord par notre dynamisme démographique : 150.000 jeunes demandeurs d'emploi supplémentaires arrivent chaque année sur le marché du travail et il en ira ainsi au moins jusqu'en 1995. Alors qu'elle compte déjà 2.600.000 chômeurs, la France crée à peu près un emploi pour une entrée nouvelle sur le marché du travail alors que le Japon en crée deux."*

Ce qui veut dire, en clair, que le chômage ne diminuera pas de si tôt en France parce, en plus du dynamisme de la démographie, la productivité continuera à augmenter . Et c'est bien ainsi ! Ou plutôt, ce sera bien si le gouvernement (ou les gouvernements "régionaux", parce que nous allons bientôt vivre dans un même pays, l'Europe, où tout le monde pourra aller travailler où bon lui semblera - ce qui ne tardera pas d'ailleurs à homogénéiser les taux de chômage) prend les mesures sociales qui s'imposent pour fournir un revenu à tout le monde. C'est bien d'ailleurs ce que pense Laurent Fabius lorsqu'il écrit : *" Il est donc impératif de décider des mesures nouvelles, non pas seulement sociales, mais économiques, transitoires, sélectivement adressées à ceux qui ont lâché la rampe ou qui n'ont jamais pu la saisir. C'est d'abord un choix politique,*

un choix de solidarité : protéger les emplois les moins qualifiés. J'entends d'ici les objections : combat d'arrière-garde, protectionnisme social hors de saison. Non . Il ne s'agit pas d'alléger la contrainte de modernisation qui doit légitimement peser sur nos entreprises ou sur nos administrations, mais d'éviter la marginalisation de milliers de personnes sans formation."

Autrement dit, nous retrouvons là quelque chose qui s'apparente un peu au service social prévu en économie distributive dont la fonction n'est pas seulement d'assurer la production nécessaire à l'ensemble de la collectivité mais aussi de "socialiser " l'ensemble de la population de façon à faire de chacun un citoyen, dans le plein sens du terme. L'expérience quotidienne nous montre en effet qu'il ne suffit pas d'assurer un revenu décent à chacun pour qu'il ne se sente pas exclu de la société. Il faut aussi qu'il puisse participer à la vie de la société, bref qu'il se sente utile ! C'est l'existence même de la démocratie qui est en jeu dans cette intégration.

Il faut aussi souligner que c'est le service social de l'économie distributive qui introduit une différence importante avec la plupart des systèmes de revenus de base proposés par les membres du réseau européen B.I.E.N. ou par d'autres sociologues.

En conclusion, on voit, que reprise ou pas, le chômage continuera à croître en France et dans le reste du monde et que la solution au problème de l'emploi ne réside pas dans l'accroissement infini de la production mais plutôt dans une réduction réfléchie et sélective de la durée du travail accompagnée de mesures évitant l'exclusion sociale. Il semble que ce soit ce que cherche à faire le gouvernement français malgré un environnement international généralement hostile à de telles mesures. Il faut l'aider à faire naître l'Europe sociale !

Comme l'a dit Edith Cresson aux "éléphants" du PS : *"sans utopies, on se condamne à gérer au jour le jour !"*

Jean-Pierre MON

**Pendant les vacances,
songez à faire de nouveaux abonnés !**

CENTESIMUS ANNUS

L'encyclique de mai 1991 a inspiré plusieurs distributistes qui nous ont fait part de leurs réflexions à son sujet. R. Marlin en fait une analyse approfondie, H. Muller une critique rapide et sans appel et L. Garnier, au vu de l'interprétation qu'en ont publiée les Créditistes canadiens dans "Vers Demain", un éloge plein d'enthousiasme. A nos lecteurs d'en juger.

JEAN-PAUL II ET LE CAPITALISME

La doctrine sociale et économique de l'église catholique a été, comme d'autres, bouleversée par l'effondrement, au cours de l'année 1989, du système en vigueur dans l'ancien bloc de l'Est. Jusque là, pas de souci majeur ; en vue de s'assurer une position sage et modérée, il suffisait de se tenir à égale distance de l'ultra libéralisme et du stalinisme. Bien que suscitant la colère de la droite américaine (1), cette thèse assurait au pape et à son Eglise une popularité très recherchée auprès

PAS DE CHANGEMENT SERIEUX

L'encyclique, à l'image de toutes celles qui l'ont précédée, ne casse ni les vitres ni la baraque. Sans doute jette-t-elle l'anathème sur le capitalisme libéral, rejoignant les propos imprécatoires coutumiers aux victimes de l'argent, du marché, du profit, mais l'alternative qu'elle propose ne brille guère par l'originalité. Le capitalisme social auquel elle se rallie reste articulé sur le profit, sur le marché et laisse pareillement vagabonder monnaie et quasi-monnaie au gré des détenteurs du pouvoir économique, des ploutocraties étroitement intégrées à l'Etat, auquel les lobbies dictent leur loi.

Il est vain d'espérer changer durablement les conditions et genres de vie des multitudes sans ôter à la monnaie son caractère transférable, sans changer le mode de formation des revenus, deux préalables indispensables, piliers d'un socialisme communautaire à monnaie de consommation, une formule ni capitaliste, ni communiste, dans le droit-fil d'une quête quasi-universelle pour un monde transformé, conforme aux vœux de l'encyclique.

Henri MULLER

des populations du tiers-monde et de tous ceux qui, en Occident, exercent leur charité dans le soutien qu'ils leur apportent. Pourtant elle mécontentait fort, symétriquement, les partisans de la théologie de la libération. Les évêques de France en étaient encore là, rédaction collective oblige, lorsqu'ils ont reproduit dans leur *"Catéchisme pour adultes"* (2) quelques phrases d'une encyclique de Jean-Paul II (3) *"... La doctrine sociale n'est pas une troisième voie entre le capitalisme libéral et le collectivisme marxiste. Elle n'entre pas dans le domaine de l'idéologie mais dans celui de la théologie et particulièrement de la théologie morale"*. Tant il est vrai que la meilleure façon de déconsidérer deux prémisses est de prétendre les dépasser par *"en haut"* si possible, tout bon dialecticien marxiste vous le dira. Lorsqu'ils ont écrit leur catéchisme, les évêques ne connaissaient certainement pas *"Centesimus Annus"* que le Saint-Père n'a rendu publique que le 2 mai 1991, à l'occasion du centenaire de *Rerum Novarum* (4). Nous en examinons ici quelques passages particulièrement en rapport avec nos préoccupations principales sans prétendre, bien sûr, dans ce court article, en épuiser le contenu.

PROPRIÉTÉ

Jean-Paul II consacre une partie importante et centrale à cette question, qu'il considère donc comme cruciale dans le processus économique. Il réaffirme la pensée constante de l'église sur ce point, à savoir la nécessité de la propriété privée *"... ou un certain pouvoir sur les biens extérieurs... (qui)... assurent à chacun une zone indispensable d'autonomie personnelle et familiale : il faut les regarder comme un prolongement de la liber-*

té humaine..." (5) Le grand mot est lâché : celui de liberté, nous y reviendrons.

Mais cette propriété a, d'après les textes, des limites dont la création qui, d'après l'Eglise, étant d'origine divine, ne peut être que léguée à l'homme qui doit la féconder par son travail. La propriété a donc *"... aussi un caractère social fondé dans la loi de la commune destination des biens..."* (5). Le pape reconnaît le droit des travailleurs de se grouper en syndicats afin de défendre leurs justes droits. Il croit à la libre négociation et s'il admet que *"... de nombreux hommes et sans doute la grande majorité..."* sont marginalisés, il refuse d'employer le terme d'exploitation.

Relevons que si l'encyclique se réfère à la propriété de la connaissance de la technique et du savoir, elle ne fait jamais la différence entre la propriété des effets personnels, des meubles et de l'habitation, que personne ne songe à contester, et la propriété des moyens de production, en particulier les moyens de production de masse, qui est, à notre sens, injustifiée. Quant à l'automatisation de l'industrie et à la propriété des robots, c'est à notre avis un véritable détournement de l'héritage des connaissances accumulées par les générations précédentes et par les scientifiques actuels et qui devraient donc être propriété commune. L'auteur de l'encyclique n'y fait évidemment aucune allusion.

Pourtant dans une brochure parue en 1953 (6) et qui reprenait une de ses conférences, le Chanoine Monin, un distributiste convaincu, avait exposé la thèse traditionnelle de sa religion. Il terminait néanmoins par deux citations de *Quadragesimo Anno* (7) : *"Le régime de la propriété n'est pas absolument*

immuable” et surtout “... il y a une certaine catégorie de biens pour lesquels on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut, sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains des personnes privées...”.

Le Chanoine exprimait, en terminant, l'espoir d'une évolution de l'Eglise dans ce domaine. Espoir vain puisque 60 années après son prédécesseur inspiré, le pape actuel reste en net retrait par rapport à lui.

PROFIT

“... L'Eglise reconnaît le rôle pertinent du profit comme indicateur du bon fonctionnement de l'entreprise... Cependant ... il peut arriver que les comptes économiques soient satisfaisants et qu'en même temps les hommes... soient humiliés et offensés dans leur dignité. Non seulement cela est moralement inadmis-

sible, mais cela ne peut pas ne pas entraîner par la suite des conséquences négatives même pour l'efficacité économique de l'entreprise...” (8).

C'est, qu'en effet, le profit n'est pas qu'un indicateur, comme le marché n'est pas que l'expression des besoins face à l'offre. Ce sont aussi des mécanismes nécessaires au vaste champ du jeu capitaliste, à ce que l'on désigne, avec nous, sous le nom d'économie casino. Tous les jours, toutes les heures ou même plus souvent, vous entendez à la télévision ou à la radio la fastidieuse énumération des cours de Bourse. Et si cela ne vous suffit pas, vous pouvez les retrouver sur votre minitel. Au risque de lasser... Mais comme les publicitaires, les boursiers ne se gênent pas pour imposer leurs émissions indigestes. Il s'agit d'ailleurs, bien évidemment, étant donné le faible nombre d'auditeurs véritablement intéressés par une

telle profusion de détails, d'une publicité pour la Bourse en général; publicité gratuite sous le couvert de l'information.

Toujours est-il que si l'entreprise cotée a un bilan positif, cela entraînera bien sûr des mises plus fortes sous forme d'achats d'actions et le cycle s'enclenche ainsi. Le pape veut négliger cet aspect des choses qui l'entraînerait à admettre la perversion fondamentale du système. Il préfère s'en tenir à la fiction de l'entreprise capitaliste “communauté de personnes” qui, après avoir assuré leurs besoins, seraient au service de la “société toute entière”. Saluons néanmoins la fin de la rédaction relative au marché dit libre: il semble que ce “... soit l'instrument le plus apprécié pour répartir les ressources et répondre efficacement aux besoins. Toutefois, cela ne vaut que pour les besoins solvables parce que l'on dispose d'un pouvoir d'achat, et pour les ressources qui sont vendables susceptibles d'être payées à un juste prix. Mais il y a de nombreux besoins humains qui ne peuvent être satisfaits par le marché. C'est un strict devoir de justice et de vérité de faire en sorte que les besoins humains fondamentaux ne restent pas insatisfaits et que ne périssent pas les hommes qui souffrent de ces carences...” (9).

Comme le capitalisme serait merveilleux débarrassé de ses tares congénitales...

Au cours de sa conférence du 21 avril 1939 figurant dans la brochure déjà évoquée (6) le Chanoine Monin était plus réaliste : “.. le profit est une vilaine chose... En régime capitaliste le profit est une nécessité ; plus que cela : un devoir. Le malheur est que ce profit se réalise toujours aux dépens des autres.. chacun essaie (alors) de devancer ses concurrents par la vitesse, par l'habileté. Tant mieux pour les plus habiles ! Malheur aux faibles ! ... De là naissent les ambitions, les vilenies, les ruses, le banditisme, les guerres. Stigmatisons un régime qui porte en soi un tel germe de violences ! Plaignons les hommes qui sont obligés de vivre dans ce mécanisme sans pitié...”.

Le lecteur aura noté la date à

L'ESPOIR D'UNE EVOLUTION

Recevant régulièrement la publication “Vers Demain”, de l'association des Créditistes canadiens, nous avons été heureusement surpris de lire le dernier numéro... dont voici des extraits :

DISTRIBUER L'ABONDANCE EN CORRIGEANT LE SYSTEME D'ARGENT

“Nous prions le saint Archange saint Michel, notre Patron, de faire en sorte que les paroles du Saint-Père soient entendues du monde entier et que chacun et chacune se sentent concernés par ce grave problème de la misère dans le monde.

...Car de nos jours le problème n'est plus du côté de la production. Le problème n'est plus du côté des patrons, des ouvriers, des fermiers, etc., qui accomplissent merveilleusement leur devoir en surchargeant les marchés de produits...

Pourtant, nos journaux nous annoncent qu'un milliard sept cent millions d'êtres humains fouillent dans les poubelles pour s'arracher la vie. De plus, un milliard cinq cent millions n'ont pas de quoi manger dans le monde. On dira que cette misère est dans le tiers monde. Non, non, nos mêmes journaux nous apprennent que dans la région de Montréal, la métropole du Canada, pays très riche, 615.000 personnes vivent dans la pauvreté, que 40.000 enfants sont sous-alimentés...

Nous réclamons un système d'argent chrétien. C'est-à-dire un système d'argent serviteur, un système d'argent qui distribuera à tous les hommes les richesses voulues par Dieu.”

Thérèse Tardif

Il est agréable de voir l'évolution de l'Eglise devant le problème de la paupérisation accrue des populations et non seulement des pays sous-développés. Il nous semble que la situation n'a jamais été aussi favorable pour engager une action d'envergure....

Nous estimons que l'économie distributive est la seule solution à la crise qui va s'amplifiant et qui ne pourra aller qu'en s'aggravant.

Louis GARNIER

laquelle ces paroles furent prononcées. Sans commentaire.

Après cela, Jean-Paul II peut condamner les hostilités. En particulier, celles du Golfe et répéter son cri : *"Jamais plus la guerre !"*. Il ne nous convainc pas qu'il désire ardemment les conditions de réalisation de son apostrophe.

CONDAMNATION

En tant qu'athée militant, le communisme soviétique rejeté dès l'origine ne pouvait que périr : *"En effet là où l'intérêt individuel est supprimé par la violence, il est remplacé par un système écrasant de contrôle bureaucratique qui tarit les sources de l'initiative et de la créativité. Quand les hommes croient posséder le secret d'une organisation sociale parfaite qui rend le mal impossible, ils pensent utiliser tous les moyens, même la violence ou le mensonge pour le réaliser..."* (10). La condamnation est sans appel. Elle est évidemment confortée par les événements. Le ralliement du pape à tous ceux qui volent au secours de la victoire est éclatant. Il est vrai que les avertissements de tous les responsables de l'Eglise n'avaient pas manqué et que la participation du Saint Père à l'échec souhaitable du totalitarisme soviétique n'a pas été négligeable. Toutefois l'on peut encore se demander, à juste titre, si l'évolution néfaste du système était aussi inéluctable. Personne en tout cas n'en avait prévu le moment.

L'on peut aussi remarquer, mais c'est de bonne guerre, que les encycliques ne retiennent du communisme à la russe que les aspects négatifs et bien réels (enfermement, contrainte, planisme rigoureux, collectivisme grégaire, bureaucratisme, élimination physique des opposants, etc...) alors qu'elles mettent en valeur surtout les avantages théoriques du capitalisme (liberté, ouverture, participation, créativité, émulation, etc...). Il est bon de se souvenir que le marxisme-léninisme fondé sur la lutte des classes et ensuite la dictature du prolétariat n'avait pas trouvé d'autres moyens que ceux-là pour mettre fin à l'exploitation révoltante et à la paupérisation des prolétaires, galopante à l'époque. Nul

n'a encore découvert d'ailleurs le moyen de contraindre maintenant le capitalisme triomphant, mais infernal, à plus de modération. La Chine et l'URSS n'ont, à cet égard, pas dit leur dernier mot. Après tout, elles n'ont pas basculé complètement dans l'ultra-libéralisme et nous réservent peut-être des surprises pour l'avenir.

CHANGEMENT

Jean-Paul II ne voit comme pistes d'amélioration que la réaffirmation des valeurs catholiques, des vertus théologiques : la foi, l'espérance et la charité, ainsi que l'oecuménisme. Il y ajoute, c'est exact, la reconnaissance des côtés positifs de la mondialisation de l'économie, un appel à la modération, au dialogue, à la concertation, à la dignité de l'homme (11). Personne ne croit plus maintenant que les bons sentiments soient suffisants pour résoudre les injustices révoltantes de notre époque. De plus, si les grandes religions fixent des impératifs moraux, pleins de noblesse et d'humanisme, leur échec, dans la réalité, n'est pas moins dramatique que celui du communisme. Il suffit, pour se limiter au présent, d'évoquer seulement le Liban, le Moyen-Orient dans son ensemble, l'Irlande, l'Inde, etc... pour se rendre compte

des haines et du fanatisme sanglant qu'elles ont engendrés.

Le pape déclare que l'Eglise *"n'a pas qualité pour exprimer une préférence de l'une ou l'autre solution institutionnelle ou constitutionnelle... Elle n'a pas de modèle à proposer..."*. L'on peut alors se demander si ses critiques sont bien acceptables...

Nous les savons, les régimes les plus efficaces sont, en matière économique, l'ultra-libéralisme capitaliste et en matière politique : la dictature. La preuve en est donnée, s'il en était besoin, par les difficultés qui suivent leur faillite. Mais il faut choisir : les hommes doivent-ils être au service des institutions économiques et politiques ou inversement?

Nous continuerons pour notre part, à nous interroger : est-ce que l'intérêt personnel et la propriété privée des moyens de production peuvent rester les moteurs exclusifs de la production ? Nous ne le pensons pas et nous proposons à l'examen démocratique des populations nos solutions d'une économie plus distributive. Nous espérons que les catholiques et, pourquoi pas, l'Eglise, officielle ou officieuse, pourront nous aider, un jour, dans nos recherches et nos actions. Ainsi et surtout que tous les hommes et femmes de bonne volonté.

au bon logo



propotion N°27

avec ce slogan :

PRODUIRE pour vivre
REPARTIR le travail
DISTRIBUER les revenus

par

l'économie distributive

(1) Voir *"Système monétaire mondial?"* GR n° 882.

(2) Association épiscopale catéchistique. Avril 1991.

(3) *"Sollicitudo rei socialis"* (1987)

(4) du pape Léon XIII datée du 15 mai 1891.

(5) Citation reprise de *"Gaudium et spes"* Vatican II (1965)

(6) *"Le droit de propriété d'après l'Eglise et en économie distributive"* par le Chanoine Monin, ancien curé de Jouarre. Editions Ledis (1953)- Epuisé.

(7) Encyclique *"Quadragesimo anno"* Pie XI (1931).

(8) *"Centisimus Annus"* paragraphe 35. Signalé par notre lecteur A. D. de Bozel.

(9) *"Centisimus Annus"* paragraphe 34.

(10) Paragraphe 25. Cité par Paul Fabra *"Un pape devenu économiste"* dans *"Le Monde"* du 7 mai 1991.

(11) Relevé aussi par Paul Fabra : *"Le nouveau capitalisme selon Jean-Paul II"* *"Le Monde"* du 14 mai 1991.

René MARLIN

LA RÉCESSION OU LA REPRISE?

C'était, il y a déjà plus d'un mois, le débat qui faisait la Une des journaux et des télévisions américaines. Bien entendu, comme d'habitude, c'est la reprise américaine qui conditionne la reprise mondiale! Fin Juillet les experts ne savent pas encore où on en est.: Un jour les statistique américaines incitent à l'euphorie, le lendemain d'autres font preuve du plus grand pessimisme. Si le gouvernement américain est, lui, optimiste, la population américaine, pour l'instant, ne perçoit guère les effets de la reprise dans sa vie quotidienne. Le directeur de la Réserve fédérale est catégorique : "La crise est derrière nous, et la reprise prévue d'ici la fin de l'année", mais il précise que cette reprise sera d'une ampleur limitée et qu'il ne faut pas exclure complètement de la voir chanceler. Un "conjuncturiste" de Washington constate : "Une chose est sûre, le redémarrage en fanfare que l'on nous annonçait après la fin de la guerre du Golfe ne s'est pas produit".

Il y a en fait trois écoles : celle des optimistes modérés, sans doute la plus nombreuse, qui pensent que la reprise interviendra effectivement à relativement brève échéance, mais qu'elle sera lente et peu consistante ; celle des tenants d'une expansion forte qui croit à une croissance très vigoureuse l'année prochaine, de l'ordre de 4 à 5 % ; enfin celle de nombreux sceptiques qui escomptent une rechute de l'activité après quelques mois d'illusion, compte tenu de la fragilité structurelle de l'économie américaine.

D'après ces derniers, pour que la reprise soit nourrie, il faudrait l'alimenter par une monnaie abondante (tiens donc !), c'est-à-dire disposer d'une masse monétaire supérieure de 3 % à l'inflation. Or, les Etats-Unis connaissent une pénurie de liquidités qui s'explique par la limitation de l'offre de crédits et les tentatives d'assainissement du système bancaire dont on connaît la fragilité. L'exemple de la grande Bretagne dans ce domaine n'est pas encourageant : en effet, selon

P.Fabra (1) pour participer à la stabilisation du dollar, rendue systématique par l'accord du Louvre de Février 1987, la banque d'Angleterre a fortement augmenté l'émission de Livres Sterling qui ont été mises en circulation pour acquérir des dollars; les banques commerciales en ont profité pour financer allègrement la consommation et la spéculation immobilière et boursière.

Ce qui montre encore une fois qu'il faut absolument changer la nature de la monnaie si l'on veut contrôler efficacement l'économie.

Et Wall Street dans tout cela ? Eh bien, ses cours ont monté de 30 % depuis l'automne dernier et, en conséquence, les boursiers New-Yorkais croient en une forte reprise. Mais cet optimisme est contre-dit par l'accroissement du chômage aux Etats-Unis dont le taux vient d'atteindre 7 %, ce qui signifie qu'un ménage sur cinq, soit 19 millions de foyers, compte désormais un chômeur qui est souvent un "col blanc". C'est là un fait nouveau puisque, dans les crises précédentes, c'est le secteur des services qui avait sorti l'économie du marasme où l'avait plongée l'industrie manufacturière.

Autres circonstances aggravantes, le taux d'épargne est tombé à son niveau le plus bas, à 3,6 % du revenu disponible ce qui interdit pratiquement tout espoir de reprise par la consommation et les entreprises doivent réserver en moyenne 56 % de leurs bénéfices avant

impôts pour payer leurs intérêts bancaires ce qui les empêche de les investir dans des travaux de recherche et développement.

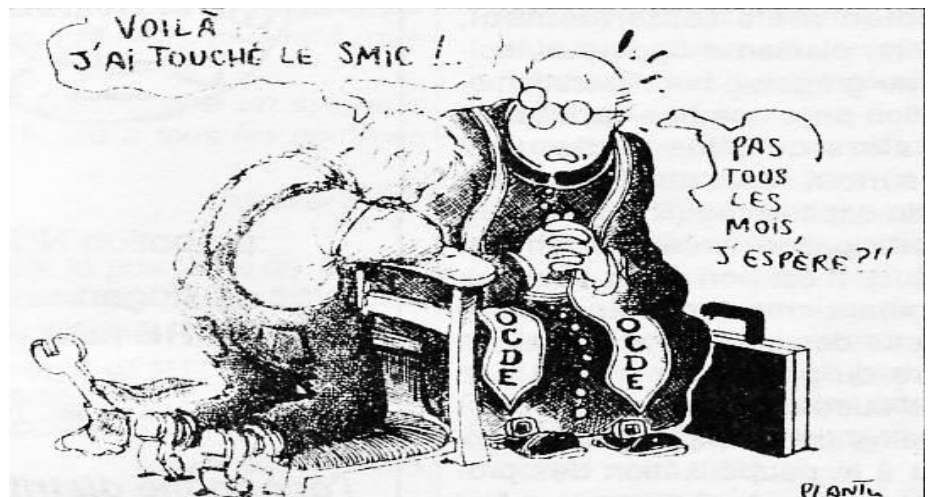
Plus généralement, l'endettement qui est devenu une constante de la société américaine atteint des sommets vertigineux à tous les niveaux : Etat Fédéral, gouvernements locaux, collectivités locales. Contrairement aux engagements pris par l'Administration Bush, le déficit budgétaire pour 1992 atteindra 348 milliards de dollars, soit 70 milliards de plus que prévu. On estime qu'en 10 ans la croissance de l'économie a provoqué une montagne de déficit : la dette fédérale est passée de 900 à 3.400 milliards et on prévoit 4.500 milliards de dollars pour 1995.

Qu'est ce que la dette du tiers-monde à côté de ça ? Et **qu'est-ce donc que cette monnaie qui empêche l'économie de se développer ?**

En attendant d'en changer, sous la pression des événements, on voit que sans stimulant ni extérieur, ni intérieur en raison de la stagnation des revenus, ni budgétaire à cause des gigantesques déficits fédéraux et locaux, la reprise économique ne pourra être que "molle".

Il n'est que temps que l'Europe prenne enfin conscience de sa puissance et n'attende plus, comme elle le fait par conformisme, que la reprise se fasse outre-atlantique pour aller de l'avant.

J - P M O N



LE CONTRAT CIVIQUE (2)

La présentation du "contrat civique" faite ici avec quelques détails en Juin dernier n'a pas encore suscité beaucoup de réactions. Espérons que le mois d'Août va laisser du temps à beaucoup de lecteurs pour y réfléchir et nous envoyer leurs réflexions et questions. Voici en attendant une précision d'ordre général et la réponse à une première lettre.

LA TRANSPARENCE

Au plan général, je voudrais insister sur la nécessité de ces contrats pour permettre la transparence de l'économie, qui fait de façon catastrophique tellement défaut dans notre système actuel, basé au contraire sur le secret. La transparence, grâce aux contrats rendus publics et jugés publiquement, c'est l'information mise à la portée de tous les citoyens, sur ce qui se fait, se fabrique, comment, avec qui, avec quoi et à quel prix (le problème des brevets est une autre question, il est sans doute nécessaire d'en garder le principe...). C'est cette transparence qui apprendra aux citoyens à juger, à choisir, à décider. C'est elle qui doit permettre, avec la monnaie distributive non thésaurisable, de mettre fin aux scandaleux abus économiques qui soutiennent le système actuel : spéculation, exploitation éhontée de ceux qui n'ont aucun recours, drogues et trafics divers

LES CAS PARTICULIERS

Sur un point particulier, je voudrais tenter de répondre à la lettre suivante envoyée par A.T., de Grenoble:

La réponse à la question 13 du Contrat civique me semble incomplète, peut-être par manque de place pour terminer juste à la page.

Vous y mentionnez le cas d'un mineur non encore apte à souscrire un contrat. Or je pense qu'il y a aussi les handicapés, desquels il n'est pas toujours possible d'obtenir un contrat ; dans quelle mesure seront-ils pris en charge par la Société ?

Il y a aussi des citoyens qui, aptes intellectuellement et physiquement, refuseront de participer à un quelconque contrat.

Je voudrais aussi une précision : ces contrats semblent concerner ceux qu'on dénomme actuellement des "décideurs". Comment définir le rôle de ceux qui veulent être simple-

ment des "exécutants" comme le sont actuellement les "salariés" ?

Ceux qui ne veulent pas prendre un contrat en charge pourront être des exécutants sous les ordres des preneurs de contrat, mais il peut y avoir encore des gens qui ne veulent même pas être exécutants, autrement dit, qui refusent toute participation à l'effort commun. Comment la Société réagira-t-elle vis-à-vis de ces égoïstes ?

La France pourrait-elle donner l'exemple au monde, comme en 1789 ? L'économie distributive pourrait-elle être l'exemple tenté dans l'hexagone ?

Bien entendu, les handicapés qui en ont besoin doivent être pris en charge par la société, au moins comme aujourd'hui en France. Mais tous les handicapés ne sont pas inaptes à un emploi, et il peut, au contraire, être vital pour eux de se sentir utile en étant intégré à une entreprise, même à temps partiel.

Dans une entreprise capitaliste un handicapé constitue une charge parce qu'il n'est pas compétitif : il fait baisser le rendement. Les entreprises publiques sont maintenant obligées d'en embaucher, et je peux témoigner de l'amélioration constatée sur l'un d'entre eux, venu quelques années travailler dans

notre laboratoire. Nous rendant de petits services et il avait l'occasion de parler et il se sentait considéré au même titre que les autres travailleurs.

Débarrassées de l'obligation d'être avant tout le plus "rentables" possible, les entreprises, en économie distributive, pourront proposer des contrats incluant des handicapés, pour des tâches adaptées. On verra alors dans de tels contrats non plus un manque de compétitivité, mais un plus d'utilité.

Vous posez ensuite le problème des personnes qui refuseraient systématiquement de participer à un quelconque contrat. A moins qu'elles soient malades, on peut difficilement penser qu'absolument aucune activité ne leur convienne. au point qu'il soit impossible d'inclure cette activité dans un contrat, de les incorporer, au moins pour essayer de les stimuler, dans une équipe sportive, ou dans un groupe théâtral ou une entreprise agricole. Si aucun groupe n'a l'indulgence de les incorporer dans un contrat pour les prendre en charge, alors il paraît juste de prévoir pour eux la **garantie d'un revenu minimum** de survie.

Quant à votre question « *La France pourrait-elle donner l'exemple, comme en 1789 ?* »... Tout ce que je peux répondre, c'est qu'en participant à la fondation de l'association européenne BIEN (Basic Income European Network), dont nous avons souvent parlé, je souhaitais bien voir les thèses distributistes, jusque là soutenues au cours des cinquante dernières années par plusieurs milliers de Français, se répandre à l'échelle de l'Europe. L'association "Pour un Projet de Civilisation" s'est donné ce même objectif. Mais à l'heure actuelle, il semble qu'en Europe, ce soit aux Pays-Bas que l'effort de réflexion dans ce sens soit le plus généralement poussé.

au bon logo



proposition N°28

DEMONSTRATION PAR LE CALCUL

Nous avons reçu de Patrick Deleplace l'exposé d'un raisonnement, assorti d'un calcul, par lequel il se propose de démontrer que les prix, s'ils sont basés sur le besoin d'échange entre les hommes, ne peuvent pas être correctement définis de façon à satisfaire tous ces besoins, même si ceux-ci sont connus, et matériellement possibles à satisfaire. Nous avons pensé que certains de nos lecteurs aimeraient se plonger dans ces calculs, pendant la chaleur de l'été... Qu'en pensent-ils ?

L'approche suivante est particulière, mais elle doit être prise avec un esprit simple, il n'existe aucun piège.

Supposons que n individus décident d'organiser leurs échanges suivant une économie d'échange du type actuel : chaque individu a un produit, l'échange contre x francs et consomme avec ces x francs. Nous supposons que la production est toujours réalisable et que ce que souhaitent consommer les individus soit parfaitement connu. Enfin, qu'aucun phénomène de jalousie ou de compétence ne vient troubler l'organisation pratique. Cette économie est donc très simple. Il ne leur reste plus qu'à définir les prix.

Eh bien, ils n'y arriveront jamais ! Le prix qu'ils appliqueront sera toujours inadapté, générera des anomalies qui s'amplifieront à chaque cycle. **Le coupable n'est pas l'individu mais le principe d'échange.** Ce principe, pour fonctionner, doit obéir à des règles très précises qu'il est impossible d'observer en pratique.

Par exemple, prenez trois personnes, définissez ce qu'elles consomment, en supposant qu'il n'existe aucun problème de production, essayez de déterminer le prix qu'elles doivent appliquer.

A consomme chez B et C, B chez A et C, C chez A et B. Pour simplifier, chacun produit un seul produit. Essayez de définir les prix, puis intervertissez les quantités consommées chez B par A et C. Les quantités globales n'ont pas changé, le prix fonctionne-t-il toujours ?

En voici par exemple un petit calcul, vous pouvez en faire d'autres.

Supposons que A, B, C se mettent d'accord pour consommer de la manière suivante :

A consomme 1 produit chez B et 1 produit chez C
B consomme 1 produit chez A et 3 produits chez C
C consomme 1 produit chez A et 2 produits chez B
Représentons-le ainsi

	A	B	C
A		1	1
B	1		3
C	1	2	

Pour que les produits des ventes donnent à chacun la même somme, il faut que :

le prix du produit vendu par A soit $P_a=3$,
par B, $P_b=2$,
par C, $P_c=1,5$.

En effet, cela donne :

	A	B	C
A		2	1,5
B	3		4,5
C	3	4	
	6	6	6

Donc chacun reçoit 6 F.

Mais A a besoin de 3,5 F pour payer ses achats, B de 7,5 F et C de 7 F.

Ils recevraient bien chacun 6 F mais leurs besoins ne sont pas égaux à 6 F.

Le bon prix, à un facteur près, à appliquer, pour que chacun ait selon ses besoins, est $P_a=6$, $P_b=7$, $P_c=5$.

En effet, ceci donne :

	A	B	C	
A		7	5	$7+5=12$
B	6		15	$6+15=21$
C	6	14		$6+14=20$
	12	21	20	

L'individu A dépense $7+5$ et reçoit $6+6=12$

L'individu B dépense $6+15$ et reçoit $7+14=21$

L'individu C dépense $6+14$ et reçoit $5+15=20$

C'est ce système de prix (6,7,5) qu'il faut appliquer si nous souhaitons que les échanges soient répétitifs, sinon les échanges suivants seront contraints par les prix et non plus par la volonté des individus.

Ces prix de 6, 7, 5 sont-ils objectifs par rapport à la quantité globale produite et consommée ?

Dans l'exemple donné, A consomme 1 produit chez B et C consomme 2 chez B.

Supposons que A et C inversent leurs choix, les quantités globales produites et consommées sont inchangées. Ceci donne en quantité :

	A	B	C
A		2	1
B	1		3
C	1	1	

et en monnaie :

	A	B	C	
A		14	5	$14+5=19$
B	6		15	$6+15=21$
C	6	7		$6+7=13$
	12	21	20	

(suite de la page précédente)

Il n'y a plus adéquation entre ce qui est reçu et les besoins (sauf pour B) les itérations successives sont impossibles !

Le système de prix à appliquer ici est

$$P_a=9, P_b=7, P_c=4$$

(à un facteur près), vérifions le :

	A	B	C	
A		14	4	14+4=18
B	9		12	9+12=21
C	9	7		9+7=16
	18	21	16	

Nous voyons que dans un cas très simple comme celui-ci, le prix qui permet la répétition des échanges en fonction des besoins obéit à un calcul particulier.

Vérifiez votre résultat sur 2 ou 3 itérations. Vous vous apercevrez que le prix applicable n'a aucun rapport avec le travail, avec les quantités globales et qu'il obéit à un calcul particulier, irréalisable en pratique. Notre système économique, basé sur l'échange, est soumis aux mêmes lois que ce petit exemple. Notre système économique a déjà un problème purement logique, même en dehors de tous effets de pouvoir, jalousie, compétence ; il est impossible à réguler.

Si l'objectif du système économique est de permettre les échanges souhaités, on s'aperçoit qu'il faut pour cela utiliser un prix qui n'a aucun rapport avec les quantités globales produites ou possédées par individu, mais un prix particulier que j'appelle prix interdépendant. Seul ce prix permet l'échange **répétitif**. Il donne à chacun le revenu nécessaire pour consommer selon son choix, cycle après cycle.

Avec un petit exemple à trois personnages, il n'est pas difficile de calculer ce prix interdépendant. S'il existe 50.000.000 d'individus, ce prix est théoriquement calculable mais impossible en pratique.

Le prix appliqué sera toujours faux et vous n'arriverez jamais à réaliser vos échanges deux fois de suite. Il en résulte une distorsion des revenus qui va se propager. Et l'économie va se dégrader et les individus se disputer.

Tout cela pourquoi ?

Parce qu'il est impossible de calculer les prix !

La thèse que je soutiens est celle-ci: en dehors de tous les problèmes imputables à l'homme, notre système d'échange est par lui-même générateur d'anomalies. Même s'il n'existait aucun problème humain, ni aucun problème de production, nous aurions un système incapable **de mener à la finalité qu'on lui prête**.

Patrick Deleplace

PORTE-MONNAIE ELECTRONIQUE

On se demandait ce qu'attendaient les banques pour utiliser la "carte à puce" comme on se sert d'un porte-monnaie. Il aura fallu près de vingt années et que l'ampleur galopante du "chèque en bois" et de la fraude en matière de cartes de crédit sème l'alarme, pour que l'invention de Roland Moreno puisse enfin remplir le rôle d'une carte de paiement universelle, sa vocation première. Vingt années au cours desquelles, inlassablement, auront été harcelés ceux qui, au niveau des centres de décision et de recherche, persistaient à redouter les conséquences d'une pareille révolution monétaire, amorce d'une révolution économique sans précédent, propre à expédier sur la touche capital et profit.

Chargée et rechargée d'un avoir prélevé sur un compte courant approvisionné, présentée dans un lecteur qui en positionne le solde, il reste, en effet, peu à faire désormais pour que la carte de paiement à mémoire, devenue porte-monnaie électronique, se métamorphose en monnaie de consommation. Il suffira d'une légère modification au lecteur de carte, supprimant la fonction transfert de l'acheteur au vendeur. Ce dernier, à l'égal de tout autre consommateur, pourvoiera à sa propre dépense au moyen d'une même carte-porte-monnaie dont l'approvisionnement proviendra, non pas de sa clientèle, mais d'ouvertures de crédit "personnalisées" en rapport avec la qualification, la fonction, la compétence, l'efficacité, les charges et besoins particuliers à chaque individualité.

Sans doute, de telles perspectives se heurtent-elles encore à bien des résistances. Mais la multiplication des dangers de toute nature prêts à s'abattre, sans discrimination, sur l'ensemble des populations, le flot croissant des victimes de la malchance, la montée des mécontentements, l'absurdité des pratiques malthusiennes au regard de tant de besoins insatisfaits, le pouvoir d'achat des épargnes laminé par la hausse continue des prix, la dégradation de l'environnement, l'impasse des retraites, la pollution, tout ceci et bien d'autres facteurs finiront par réveiller le bon sens chez ceux-là qui semblent bien l'avoir perdu, prompts à taxer d'utopie cette vision d'un futur pourtant si proche de notre temps.

Henri. Muller

Les commandements du système marchand

Par la concurrence tes collègues élimineras.
 Pour abaisser tes prix, tes charges diminueras,
 La réduction des rémunérations te le permettra.
 Au grignotage sur la qualité participeras.
 Du côté de la pollution ne regarderas.
 Seule, bien évidemment, ta marge compteras...

J. Grenier

Comme toujours, j'ai apprécié la bonne tenue de la Grande Relève : un champ d'ouverture très large et de très bonnes explications. Oui, "proposons des réformes qui suscitent le moins possible d'opposition". De toute façon, il faut absolument répéter les vieux clichés.

A.C., Liège

Nous demeurons de fidèles lecteurs de votre journal. Nous apprécions tellement la vérité que révèlent vos articles, la difficulté à laquelle vous vous heurtez face à un système qui enlève le citoyen. C'est une lutte incessante que vous menez et toujours avec l'espoir de faire prendre conscience qu'il n'y a pas à se décourager, mais à lutter.

R.J., Aulnay-sous-Bois

J'avais lu il y a bien longtemps, après la guerre, vers 1946, les deux ouvrages de Jacques Duboin : "La grande révolution qui vient" et "L'égalité économique". Sur le moment, ça m'avait enthousiasmé, puis la disette régnant par suite de la guerre, et le fait que dès 1947, je suis parti travailler Outre-Mer où j'ai rencontré le sous-développement, ont fait que j'ai quelque peu oublié les thèses abondancistes. Ce d'autant plus que depuis 30 ans on n'en parle plus guère, même pas dans les ouvrages d'économie. Récemment, j'ai lu dans la publication espérantiste "Laute !" un article qui m'a beaucoup intéressé, dans lequel les thèses abondancistes et marxistes étaient analysées. Du coup, j'ai relu les deux ouvrages précités de J. Duboin, avec l'esprit critique d'un vieil homme. Je me suis adressé à la section abondanciste de SAT pour plus ample information. M. Monier a bien voulu me donner les informations que je lui demandais et entre autre votre adresse.

En 45 ans, les idées ont évolué et je ne suis pas encore suffisamment averti pour en discuter. Néanmoins, quelques réflexions me viennent à l'esprit. L'idée de base de J. Duboin est incontournable, à savoir que le chômage engendre la misère des peuples et la ruine des Etats qui en sont atteints. Mais cela ne concerne que le 1/6 de l'humanité : l'Amé-

rique du Nord, l'Europe occidentale, le Japon ? Tout le reste a encore plus d'un siècle de travail pour se mettre à niveau. L'écroulement des systèmes communistes dans les différents pays, justement à cause de leur sous-développement, nous porte un tort considérable, et remet en question toutes les idéologies, tout en démontrant la difficulté d'améliorer les systèmes écono-

miques existants. Il ne faut pas se faire d'illusions, les Etats-Unis et le capitalisme en général, sont encore très forts. De plus, il faut énormément de temps pour faire évoluer les mentalités. Ce n'est pas une raison pour ne rien faire et je pense que la relance de vos idées s'impose avec cette recrudescence du chômage dans les pays développés. J'estime qu'il faut beaucoup réflé-

bloc-notes

associations

G.S.E.D.

Groupe des Salariés
pour l'Economie Distributive
11, rue St Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

EDEN

Equipes pour la Diffusion
d'une Economie Nouvelle
2, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

LI A CO FA

Liaison et action contre la faim
4, square du Nouveau Belleville
75020 PARIS

*

UNION PACIFISTE

4, rue L. Hoche
92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor Duruy
75015 PARIS

*

CLUB DE L'AN 2000

Cercle de Réflexion pour une
nouvelle citoyenneté et une
nouvelle économie
contact : L.Gilot
12/59 rue de Belfort
92110 CLICHY

*

FRAGMENTS

Lettre mensuelle Alternative
de recherche créditiste
5, passage Fontaine del Saulx
59800 LILLE

*

A CONTRE COURANT

syndical et politique
4 rue des Iris
52100 SAINT DIZIER

*

revues

TRANSVERSALES

29, rue Marsoulan
75012 PARIS

*

L'HOMME LIBRE

BP.205
42005 SAINT-ETIENNE

*

LA LUCARNE

11, rue du Monnel
7500 TOURNAY Belgique

*

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
1380 OHAIN Belgique

*

INFOR VIE SAINE

127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION Belgique

*

AGIR ICI

POUR UN MONDE SOLIDAIRE
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

COMBAT NATURE

Revue des associations
écologistes et de défense
de l'environnement

affirme dans sa présentation:
"L'équilibre et le bonheur de
l'homme doivent passer avant
la production, le profit et la
consommation. Les besoins
collectifs avant les intérêts pri-
vés et l'avenir du monde avant
l'exploitation aveugle de la
Terre."

BP 3046
24750 PERIGUEUX

*

chir sur tous les problèmes économiques et politiques, ne pas hésiter à critiquer et à remettre en cause, tout en diffusant les idées de base. Pour moi, c'est comme l'Espéranto, c'est un progrès évident, mais les gouvernements, même lorsqu'ils se prétendent socialistes n'en ont cure. Et cependant, le rôle d'un gouvernement est de gouverner, ce qui comprend entre autres choses, prévoir et préparer l'évolution.

J.D., Ile Maurice

RÉPONSE. C'est pour nous une joie de recevoir de si loin une lettre qui nous encourage dans notre action ! C'est vrai que l'abondance ne règne encore que dans un nombre limité de pays. De plus ce que vous ne dites pas, c'est que, même dans ces pays, elle ne règne que pour une fraction de la population.

Notre analyse d'une telle situation nous mène à attribuer ces faits au capitalisme : c'est bien ce système qui a permis l'abondance dans les pays industrialisés, mais c'est au prix d'une intolérable pauvreté pour les 5/6 de l'humanité. Et une pauvreté qui ne fait que s'aggraver.

D'où l'urgence d'une prise de conscience de cette honteuse exploitation au nom du libéralisme et de la compétitivité : la loi de la jungle est impitoyable !

Un siècle de travail pour se mettre à niveau ? Non. D'abord parce que le standard de vie des occidentaux n'est pas un idéal à suivre pour le monde entier (d'ailleurs la biosphère ne le supporterait pas). Ce qui nous paraît essentiel, c'est que chaque peuple puisse tirer parti des foudroyants progrès de la connaissance et des techniques, sans être asservi au sacro-saint "profit" des entreprises occidentales. Ainsi leur développement passe par un changement radical des habitudes économiques. Il faut vraiment les remettre en cause si on veut éviter la catastrophe où elles nous mènent tous, pays industrialisés ou non. L'économie distributive, gagée sur une monnaie non thésaurisable, nous semble la voie à suivre. Merci de nous aider à l'expliquer.

M-L D

Je crois exprimer l'inquiétude d'une

majorité de lecteurs. à la suite de l'article de J-P Mon "Le socialisme sauvé par le capitalisme", plaidoyer à peine déguisé pour une sorte de capitalisme social "à la chinoise" satisfecit à une voie réformiste vers l'économie de marché. Un autre article de J-P Mon faisait pareillement la part belle à l'économie de marché "caractérisé à l'ouest par le dynamisme et la croissance". Ce même numéro...publiait aussi une réflexion de Paul Vila à propos de vues essentiellement réformistes du Major Douglas... à des années-lumière d'un système à monnaie de consommation.

Il semblerait qu'une dérive réformiste commence à se manifester à la rédaction de la grande Relève.

H.M. Guérande

Réponses. Heureusement, votre lettre est la seule à exprimer un tel doute. Rassurez-vous, il n'y a pas de "dérive"! Jamais les thèses distributistes ne nous ont paru plus actuelles, plus pertinentes, plus nécessaires. Et, le constatant tous chaque jour, nous avons conscience de travailler pour promouvoir "la troisième voie", celle qui s'impose entre d'un côté le capitalisme libéral qui se révèle toujours plus catastrophique, et de l'autre côté, tout régime de type stalinien. Nous avons clairement exprimé ce que nous pensons d'un capitalisme qui se dit populaire pour qu'on ne nous accuse pas d'en être dupes.

Mais qu'il est difficile de se faire comprendre! Le vocabulaire employé, par exemple, est un facteur important. Or le vocabulaire évolue, les mots changent de sens et il faut parfois changer de mots pour exprimer la même idée. Par exemple, on

confond aujourd'hui économie de marché avec capitalisme, alors que précisément le capitalisme a fait disparaître le marché au sens originel du mot, les plus gros marchés ayant été accaparés par quelques multinationales! Or nous ne saurions admettre que toute idée de marché, au sens originel du mot, c'est à dire la possibilité pour le consommateur de choisir entre différentes productions, soit bannie d'une économie distributive!

M-L D

En 1991, deux ans après la chute du mur de Berlin, on ne peut plus raisonner comme au temps où le "socialisme" soviétique, ou capitalisme d'Etat semblait à certains pouvoir servir de prototype à l'économie distributive. Même si " l'échec du capitalisme d'Etat a été manifestement provoqué", il n'en demeure pas moins que des millions de personnes lui ont résolument tourné le dos avec une hâte qui traduisait leur espoir de pouvoir partager l'abondance occidentale qu'il n'avait pu leur offrir. Beaucoup, n'en doutons pas à découvrir le vrai visage du capitalisme dont nous connaissons autant que vous les méfaits, mais dont nous constatons aussi qu'il a été et reste encore capable de faire vivre dans un relatif confort un plus grand nombre de gens que ne l'a jamais fait le capitalisme d'Etat.

C'est pour amener nos lecteurs à y réfléchir que j'ai écrit mes deux articles, un peu provocateurs sur le marché et le profit, moteur de l'économie.

J-P M

Croyez que je suis toujours très attachée aux principes de Jacques Duboin et regrette que ceux qui nous gouvernent n'aient pas la sagesse de s'en inspirer. Le verra-t-elle un jour ? Les conditions de vie actuelle demanderaient que ces théories soient rapidement appliquées, mais il y a trop d'intérêts personnels qui s'y opposent hélas.

G.B., Saint-Amand

Réponse. Vous avez alors dû lire avec plaisir les nouvelles qu'apporte l'éditorial de ce numéro!

M-L D

**SOUSCRIPTION PERMANENTE
POUR QUE
VIVE LA GRANDE RELEVÉ**

Mme Colline 240 - H. Lecomte 20 -
F. Gauthier 25 - H. Richon 50 - L.
Gallois 140 - R. Rio 40 - Mme
Lahens 300 - F. Logre 90 - J.
Dequaire 153 - L. Poyet 100 - Mme
Navault 90 - M. Roty-Colard 90 -
Anonyme 3.000.

Total 4.338 francs

Merci à tous !

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce XX^{ème} siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa sur-

vie, l'être humain était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques.

Le pouvoir d'achat ne pouvant plus être mesuré par la durée d'un travail accompli, il faut imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à ce que les robots doivent fabriquer pour tous.

Parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. La course au profit des uns, la lutte des autres pour leur survie, **font courir à notre environnement des risques majeurs**, alors que le fossé se creuse entre les riches qui s'enrichissent, et les pauvres qui s'appauvrissent.

La misère grandit en ce monde au moment où s'ouvre l'ère de l'abondance ! Ce monde absurde

où l'on dépense plus de 10 millions de francs **chaque minute** pour la guerre, mais où on ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de souffrir de malnutrition !

Nous sommes placés à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société à cette brutale transformation. **Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de tous les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.**

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été proposés par J. Duboin sous le nom de :

L'économie distributive

Mettre l'économie au service des gens et non plus l'inverse, adopter et suivre une saine politique de gestion des ressources, cela n'est pas possible tant que la monnaie (le "sang de l'économie") permet la spéculation et tant que la création de cette monnaie ex-nihilo reste le privilège exercé par les banques avec leur intérêt pour objectif.

La première et radicale transformation nécessaire est donc celle de **LA MONNAIE : la monnaie distributive n'est pas thésaurisable et elle ne circule pas.** C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un billet de train) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. Elle est créée proportionnellement à la production : il y a équilibre entre revenus distribués et montant des richesses disponibles.

LE TRAVAIL : Même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois **un devoir**, celui de participer, et **un droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

LES REVENUS : Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant

régulièrement son **REVENU DE CITOYEN** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort: tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi **un être économiquement indépendant.** C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

LES INVESTISSEMENTS, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production.

Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins.**

La compétitivité fait place à la convivialité.